

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Management/Information Technology -
IM/IT/Gestion de l'Information -Technologie de
l'Information-GI/TI
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
12C1, Place du Portage III
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet DRMIS PROF SVCS FOLLOW-ON SUPPORT	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-126279/D	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-126279	Date 2014-07-25
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XQ-008-27724	
File No. - N° de dossier 008xq.W8474-126279	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-08-19	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hradecky, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur 008xq
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1348 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-126279/D

Amd. No. - N° de la modif.

009

Buyer ID - Id de l'acheteur

008xq

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-126279

File No. - N° du dossier

008xqW8474-126279

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Demande de Soumissions (DDS) pour
Services de soutien au Système d'information de gestion des ressources de la Défense
(SIGRD)
Et Services de soutien intégré dans SIGMA N° de
l'invitation W8487-126279/D

VOIR LES DOCUMENTS CI-JOINT.

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues d'un soumissionnaire éventuel. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2014-03-01), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

Question 48

Au sujet du numéro 25 de la page 51, Limitation de la responsabilité – gestion de l'information ou technologie de l'information, partie (b) Responsabilité de la première partie, alinéa (v), sous-alinéa (B) à la page 52, l'État pourrait-il confirmer si le coût total estimatif (c'est-à-dire le montant en dollars indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » sera égal au montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou sur tout autre document utilisé pour commander des biens et services en vertu du présent instrument, ou à 2 000 000 \$? Nous croyons que l'intention du gouvernement, laquelle serait raisonnable et conforme aux normes de l'industrie, est de faire en sorte que la responsabilité commence et prenne fin avec chaque commande subséquente, bon de commande ou autre document rempli, et que la valeur cumulative de cette responsabilité soit limitée à chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document rempli, de manière à représenter le « Coût total estimatif ».

Cependant, le « Coût total estimatif » pourrait également être interprété comme étant la valeur cumulative de l'ensemble des commandes subséquentes, bons de commandes ou autres documents utilisés pour commander des biens et services pendant toute la durée du contrat, ce qui signifierait que la responsabilité associée à toute commande subséquente, tout bon de commande ou tout autre document ne serait pas limitée par le montant de cette transaction unique, mais plutôt par la valeur de tous les contrats honorés jusqu'à présent. Cette interprétation donnerait lieu à une limite de responsabilité qui n'est pas conforme aux normes de l'industrie pour un contrat pluriannuel de cette nature. Une telle limite de responsabilité exigerait de l'entrepreneur d'assumer un risque bien au-delà de ce qui est raisonnable ou conforme aux normes de l'industrie. S'il s'agit de l'interprétation qui s'applique, nous incitons l'État d'envisager d'établir la limite soit à 2 000 000 \$, soit à une somme équivalente aux montants payés ou payables à l'entrepreneur pour les travaux réalisés dans le cadre de l'accord pendant une période de douze mois, selon le montant le plus élevé.

Si l'État peut confirmer que l'interprétation figurant dans le premier paragraphe ci-dessus est exacte, pourrait-il réviser la clause comme suit :

« B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre les frais ou montants payés ou dus et payables à l'entrepreneur dans le cadre du contrat selon la commande subséquente, le bon de commande ou tout autre document applicable utilisé pour commander des biens ou des services en vertu du présent instrument, ou 2 000 000 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera les montants payés ou dus et payables à l'entrepreneur dans le cadre de la commande subséquente, du bon de commande ou de tout autre document applicable utilisé pour commander des biens ou des services, ou 2 000 000 \$, selon le montant le plus élevé. »

Ou si l'interprétation donnée dans le deuxième paragraphe s'applique, l'État pourrait-il alors réviser la clause comme suit :

« B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre les frais ou montants payés ou dus et payables à l'entrepreneur dans le cadre du contrat au cours des 12 derniers mois, ou 2 000 000 \$, selon le montant le plus élevé.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'aliéna (v) ne dépassera les montants payés ou dus et payables à l'entrepreneur dans le cadre du contrat dans la période de 12 mois précédant immédiatement l'événement responsable de l'augmentation de la responsabilité, ou 2 000 000 \$, le montant le plus élevé étant retenu. »

Réponse 48

La clause vise à fixer la limitation de la responsabilité à un maximum de 0,75 fois la valeur du contrat ou à 2 millions de dollars, selon le montant le plus élevé.

Voir ci-dessous le changement 1) apporté à la demande de propositions.

Question 63

(Demande de propositions, page 202) Selon le critère FDSP C1 : « La ressource proposée devrait avoir une expérience démontrée acquise au cours des 60 derniers mois de l'analyse, la conception, la configuration et la mise en place de la FDSP. » L'État pourrait-il remplacer « 60 mois » par « 120 mois »? Notre candidat a acquis de l'expérience relative à la FDSP pendant un certain nombre d'années, tout en continuant d'acquérir de l'expérience du SAP dans un certain nombre de domaines connexes : sa vaste expérience serait profitable pour le ministère de la Défense nationale.

Réponse 63

Aucun changement ne sera apporté au critère coté C1 relatif à l'analyste fonctionnel SAP- FDSP. Nous croyons que 60 mois est une période suffisante pour acquérir l'expérience démontrée requise.

Question 64

Veillez confirmer que la section Détails sur les ressources de l'appendice A à la pièce jointe A de la demande de propositions, Tableau des réponses pour les projets de référence de la DDP, doit être remplie seulement pour les clients cités en référence aux critères O5 et C5 dans le but de prouver le nombre de jours facturables.

Réponse 64

S'il vous plaît voir le changement de DP 5) ci-dessous qui précise les exigences d'information de l'annexe A à l'Annexe A.

Question 65

À la section 3A des critères d'évaluation technique des ressources présentés à la pièce jointe A, Procédures et critères d'évaluation technique, on indique ce qui suit : « Pour chaque période d'expérience démontrée d'une ressource propose en réponse aux exigences indiquées ci-dessous, le soumissionnaire doit fournir une référence d'un client, y compris son nom, son titre, son numéro de téléphone et son adresse courriel, auprès duquel il sera possible de vérifier l'expérience indiquée. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que tout renseignement est divulgué avec la permission des personnes dont les références ont été fournies. »

Comme chacune des ressources doit posséder un niveau élevé d'expérience pour répondre aux critères d'évaluation, nous croyons que cette demande est quelque peu déraisonnable. Lorsque l'expérience n'est plus récente (c'est-à-dire qu'elle a été acquise il y a plus de cinq ans par exemple), il est possible que les coordonnées des clients cités en référence ne soient plus valides. Nous vous demandons de bien vouloir revoir ce critère et de n'exiger des références de clients que pour l'expérience acquise au cours des cinq dernières années.

Réponse 65

Étant donné le niveau d'ancienneté et d'expérience exigé pour ces importantes ressources, le Canada considère qu'il est raisonnable d'exiger des références pour les 84 derniers mois. Il incombe au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour répondre à cette exigence.

Question 66

La question porte sur l'évaluation de l'analyste fonctionnel SAP – FDSP – niveau 3. La FDSP est un module propre au ministère de la Défense nationale, ce qui restreint le bassin de

ressources qualifiées. Nous vous demandons de modifier le critère 1 comme nous l'avons fait ci-dessous, c'est-à-dire en augmentant la période pendant laquelle la ressource a pu acquérir l'expérience démontrée de la FDSP :

FDSP C1 : « La ressource proposée devrait avoir une expérience démontrée acquise au cours des **huit dernières années** de l'analyse, la conception, la configuration et la mise en place de la FDSP. »

Réponse 66

Aucun changement ne sera apporté au critère coté C1 relatif à l'analyste fonctionnel SAP – FDSP. Comme la FDSP est une solution industrielle SAP récente, nous croyons que 60 mois est une période suffisamment longue pour ce qui est de l'acquisition d'expérience démontrable.

Question 67

Dans la grille d'évaluation de l'analyste fonctionnel SAP – FDSP, veuillez modifier l'exigence 2 (C2) afin d'y ajouter une attestation de compétence du module FDSP (à la liste des attestations applicable), puisque nous croyons que cela serait plus que pertinent pour la personne jouant ce rôle et que cela ferait de la ressource un atout important pour l'équipe de projet. Si vous n'acceptez pas d'ajouter cette attestation, pouvez-vous expliquer pourquoi l'attestation de compétences du module FDSP n'est pas aussi pertinente que les autres attestations citées dans l'exigence pour ce rôle?

Réponse 67

Comme la FDSP est une solution industrielle du SAP plutôt récente, l'État souhaite que le nombre le plus élevé possible de candidats éventuels puisse répondre à ce critère. Par conséquent, nous accepterons les attestations des modules énoncées au critère C2, puisque ces modules constituent la pierre angulaire de la solution FDSP.

Question 68

Avec tout le respect qui vous est dû, vous ajoutez une charge de travail inutile qui génère des coûts supplémentaires de préparation de soumission en demandant aux soumissionnaires de consacrer leur temps à comptabiliser le nombre de jours facturables alors que le projet cité en référence n'est pas pris en compte dans l'exigence relative aux jours facturables présentée aux critères E.O5 et E.C5. Ce travail, qui demande du matériel et génère des coûts, n'est pas sujet à évaluation et ne présente donc aucune valeur. Comme le Canada n'évalue pas le nombre de jours facturables pour les critères E.O1, E.O2, E.O3, E.O4, E.C1, E.C2, E.C3 et E.C4, il n'est pas nécessaire de demander le nombre de jours facturables des projets de référence d'entreprise pour ces critères. Dans le tableau DÉTAILS SUR LES RESSOURCES de l'APPENDICE A À LA PIÈCE JOINTE A, TABLEAU DES RÉPONSES POUR LES PROJETS DE RÉFÉRENCE DE LA DDP, le Canada pourrait-il remplacer le nom de la colonne « Nombre de jours facturables » par « Nombre de jours facturables (remplir uniquement pour répondre aux critères E.O5 ou E.C5) »?

Réponse 68

S'il vous plaît voir le changement de DP 5) ci-dessous qui précise les exigences d'information de l'annexe A à l'Annexe A.

Question 69

Veillez confirmer que, dans le cas des références d'entreprises, il faut seulement répondre aux critères obligatoires et cotés pour lesquels ce projet est cité en référence. Par exemple, si un fournisseur utilise un projet donné pour répondre aux critères O2, O3 et O4, il ne doit fournir des réponses que pour ces sections; il n'a pas à remplir les sections relatives aux critères O1, O5 et C1 à C5, et il ne doit pas non plus remplir le tableau Détail sur les ressources.

Réponse 69

S'il vous plaît voir le changement de DP 5) ci-dessous qui précise les exigences d'information de l'annexe A à l'Annexe A.

Question 70

Le critère E.O3 (page 189) tel qu'il a été rédigé par l'État ne semble pas exiger que la référence soit liée au soutien en service du SAP. Nous proposons le changement de formulation suivant : « Le soumissionnaire doit fournir les références de deux contrats réalisés dans lesquels le soumissionnaire devait fournir des services professionnels de soutien en service (comme indiqué à l'annexe A-1) pour un système de gestion de l'information SAP ayant une base d'utilisateurs supérieure à 3 500 au cours des 84 derniers mois. »

Réponse 70

Comme l'exigence propre au SAP se trouve déjà au critère E.O1, il n'est pas nécessaire de modifier le critère E.O3.

Question 71

Le critère E.O4 (page 189) tel qu'il a été rédigé par l'État n'indique pas que la référence doit être liée au soutien en service du SAP. Nous proposons le changement de formulation suivant : « Le soumissionnaire doit fournir les références de deux contrats réalisés dans lesquels le soumissionnaire devait fournir et diriger une équipe d'au moins 50 personnes travaillant simultanément sur chaque contrat depuis les 84 derniers mois au soutien en service stable d'un système SAP ou à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une solution SAP. »

Réponse 71

Comme l'exigence propre au SAP se trouve déjà au critère E.O1, il n'est pas nécessaire de modifier le critère E.O4.

Question 72

Nous sommes certains que le ministère de la Défense nationale et TPSGC peuvent comprendre que, en raison de la nature délicate et de la portée de certains de nos contrats (plus particulièrement dans le domaine de la défense spatiale), certains clients ne veulent pas que l'on divulgue des détails dans les formulaires de réponses de la demande de propositions, notamment dans certains champs de l'appendice A à la pièce jointe A. Par exemple, pour certains de nos clients dont les solutions sont de nature délicate, il n'est pas acceptable de divulguer les justificatifs d'une entreprise ainsi que le nom de l'organisation de défense ou du client visé. Ils préféreraient que les réponses à la demande de propositions soient masquées, plus particulièrement les renseignements sur le client ou l'organisation cliente. De plus, pour certains de nos clients qui ont des solutions de nature délicate, il n'est pas acceptable de dévoiler les noms, les adresses de courriel et les numéros de téléphone propres aux personnes-ressources de l'organisation cliente. Nos clients préféreraient que l'on indique le nom d'un cadre (de l'organisation présentant la soumission) dans la section de la demande de propositions où l'on demande des coordonnées; ce cadre serait le point de contact initial, qui pourrait ensuite vous référer à l'organisation cliente ou organiser un appel avec celle-ci. Nous proposons donc, par exemple, l'approche suivante en ce qui concerne l'appendice A à la pièce jointe A :

Nom du client ou de l'organisation cliente : vaste organisation de défense européenne

Nom de la personne-ressource : Joe Smith, de l'organisation du soumissionnaire

Adresse courriel de la personne-ressource : joe.smith@organisationdusoumissionnaire.com

Numéro de téléphone de la personne-ressource : numéro de téléphone de Joe Smith.

- a. Serait-il acceptable que l'on cache les renseignements ci-dessous pour le client et que l'on utilise un nom d'entreprise générique?
- b. Serait-il acceptable de donner les coordonnées d'un cadre de l'équipe du soumissionnaire au lieu des coordonnées d'une personne-ressource du client afin d'organiser un appel de vérification des références?

Réponse 72

Pour que nous puissions vérifier les références d'entreprise, il faut nous fournir tous les renseignements sur le client.

Question 73

En ce qui concerne la sous-section A, Pour l'expérience de l'entreprise et du personnel clé, de la section 6, Évaluation de l'expérience des membres de l'équipe du soumissionnaire (page 22 de 213), paragraphe (ii) : « Sauf indication contraire expresse, les capacités des membres de l'équipe de l'entreprise ou du personnel clé ne peuvent pas être combinées pour satisfaire à une exigence cotée de la présente invitation à soumissionner. Pour se justifier en rapport avec une exigence cotée, le soumissionnaire est tenu d'indiquer quel membre de l'équipe ou quelle

personne satisfait à l'exigence. »

Exemple :

Le soumissionnaire est une coentreprise dont les membres sont X, Y et Z. Si la demande de soumissions exige : a) que le soumissionnaire possède trois (3) ans d'expérience en prestation de services de maintenance, et b) que le soumissionnaire possède deux (2) ans d'expérience en intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour une seule exigence, par exemple celle qui concerne l'expérience de trois (3) ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chacune membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois (3) ans. Une telle réponse serait jugée non recevable. (Nota : cet exemple n'est pas propre à la présente demande de propositions et ne se rapporte pas aux exigences de celle-ci – il n'est donné qu'à des fins d'illustration).

Question : Une coentreprise est formée de membres Y et Z qui utilisent tous les deux les références des fournisseurs afin de répondre aux critères d'entreprise obligatoires et cotés, et qu'un maximum de 10 références d'entreprise peut être utilisé pour répondre à la demande de soumissions : veuillez confirmer que, dans une telle situation, cette clause ne s'applique pas au critère d'entreprise obligatoire E.O5 ni au critère d'entreprise coté E.C5, et que les fournisseurs peuvent combiner leurs références pour satisfaire à l'exigence relative au nombre de jours facturables.

Par exemple :

E. O1	Entreprise Y
E.O2	Entreprise Z
E.O3	Entreprise Z
E.O4	Entreprises Y et Z – 1 référence pour chacune
E.O5	Entreprise Y – 4 références d'entreprise Entreprise Z – 6 références d'entreprise

Réponse 73

Le nombre total de références d'entreprise fourni par les soumissionnaires ne peut être supérieur à dix (10), comme on l'indique à l'article 2.A, Critères d'évaluation technique de l'entreprise. Par exemple, dans le cas de coentreprises, l'entreprise X peut fournir trois (3) références, l'entreprise Y peut en fournir deux (2), et l'entreprise Z peut fournir les cinq (5) autres références possibles, pour un total ne dépassant pas dix (10).

Question 74

À la pièce jointe A, Procédures et critères d'évaluation technique, section 3.A, Critères d'évaluation technique des ressources, on indique ce qui suit : « Pour chaque période d'expérience démontrée d'une ressource proposée en réponse aux exigences indiquées ci-dessous, le soumissionnaire doit fournir une référence d'un client, y compris son nom, son titre, son numéro de téléphone et son adresse courriel, auprès duquel il sera possible de vérifier l'expérience indiquée. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que tout renseignement est divulgué avec la permission des personnes dont les références ont été fournies. »

Cela laisse croire que l'État s'attend à ce que les soumissionnaires ou ressources fournissent une référence pour chacun des projets cités afin de répondre à toutes les exigences (mois et activités). Étant donné le nombre élevé de mois et d'activités pour lesquels une ressource doit fournir une preuve, il pourrait falloir présenter plus d'une dizaine de projets pour satisfaire aux exigences.

Afin de simplifier le processus de vérification des références, nous demandons à l'État d'autoriser les ressources à fournir les coordonnées de personnes-ressources uniquement pour leurs trois projets les plus pertinents.

Réponse 74

Les soumissionnaires doivent fournir des références de clients pour confirmer qu'ils respectent les critères obligatoires.

Question 75

Analyste fonctionnel SAP – FDSP – Niveau 3

L'expérience de la FDSP n'est pas chose commune pour les analystes fonctionnels SAP. Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir modifier l'exigence afin de permettre à la ressource proposée pour le poste d'analyste fonctionnel SAP – FDSP – Niveau 3 de démontrer l'expérience qu'elle a acquise au cours des 96 derniers mois et non des 60 derniers mois, conformément à plusieurs autres exigences.

Réponse 75

Aucun changement ne sera apporté au critère coté C1 applicable à l'analyste fonctionnel SAP – FDSP. Comme la FDSP est une solution industrielle SAP récente, nous croyons que 60 mois est une période suffisamment longue pour ce qui est de l'acquisition d'expérience démontrable.

Question 76

Comme il est possible qu'une ressource détienne une attestation pour la FDSP, il serait logique que ce soit une attestation importante pour la ressource proposée dans ce domaine. Nous vous demandons donc de modifier le critère C2 relatif à la FDSP afin d'ajouter l'attestation FDSP aux attestations en GP, en GM et en RH qui font déjà partie de la liste donnée dans ce critère.

Réponse 76

Comme la FDSP est une solution industrielle du SAP plutôt récente, nous souhaitons que le nombre le plus élevé possible de candidats éventuels puisse répondre à ce critère. Par conséquent, le ministère de la Défense nationale acceptera les attestations des modules énoncées au critère C2, puisque ces modules constituent la pierre angulaire de la solution FDSP.

Question 77

À l'annexe A-2, Énoncé des travaux – Services de soutien intégré dans SIGMA, article 2.4, Lieux de travail et horaires, on indique clairement que les travaux connexes seront effectués dans des installations de TPSGC situées dans la région de la capitale nationale (RCN). À l'annexe A-1, Énoncé des travaux – Services de soutien au système d'information de gestion des ressources de la Défense, article 2.4, Lieux de travail et horaires, la demande de propositions indique que la majorité des travaux seront effectués dans les installations du ministère de la Défense nationale situées dans la RCN, et que les travaux peuvent être faits hors des installations du ministère de la Défense nationale si celui-ci donne son approbation.

De nombreux clients utilisent une variété de modèles de prestation de services pour offrir du soutien en service et des activités de création. Par exemple, il serait possible d'adopter un modèle qui comprend une équipe dans les installations du client, et des centres d'élaboration et de soutien sur place et hors de la région (c'est-à-dire des ressources qui se trouvent dans des centres de prestation de services canadiens situés à l'extérieur du pays, et non dans la RCN).

L'État peut-il confirmer que le recours à une équipe mixte de ce type, qui effectuerait le travail en dehors du lieu des travaux à partir de centres de prestation situés au pays ou ailleurs, serait acceptable si l'on respecte toutes les exigences relatives à la sécurité?

Comme le recours à ce type d'équipe mixte peut diminuer les coûts de façon importante, et pour aider les soumissionnaires à présenter des propositions financières bâties selon une structure semblable, l'État peut-il donner aux soumissionnaires un pourcentage approximatif ou maximum (par exemple, pas plus de 25 %) du travail, selon le type de travail (soutien en service stable, augmentation de la portée du SIGRD, et besoins supplémentaires), qui pourrait être effectué par des ressources se trouvant dans des centres de prestation éloignés, dans la mesure où les exigences relatives à la sécurité sont respectées?

Réponse 77

Voir la réponse 38 de la modification 006.

Question 78

À l'appendice A à la pièce jointe A, Tableau de réponses pour les projets de référence de la DDP, on demande au soumissionnaire d'indiquer le nombre de mois d'expérience de la ressource dans la partie Détails sur les ressources. Dans le cas du programmeur ou développeur de logiciels, l'État demande que l'on fasse état de 5 940 jours facturables. Il est donc possible qu'un soumissionnaire utilise 100 ressources dans un projet ou pour différents projets afin de répondre à cette exigence, ce qui signifie que le soumissionnaire devrait remplir une ligne pour chacune de ces ressources puis détailler l'expérience, les jours facturables et les tâches de chacune.

Nous croyons que cette exigence ne vise pas à démontrer l'expérience des ressources, mais plutôt à démontrer que le soumissionnaire a l'expérience nécessaire pour fournir un volume élevé de ressources compétentes. Si cela est bien l'intention derrière cette exigence, comme la demande de propositions indique clairement que toutes les ressources doivent avoir acquis un minimum de 36 mois d'expérience pour justifier le respect des exigences en matière de ressources et puisqu'il n'y a aucun avantage sur le plan des points à démontrer que quelqu'un possède plus de 36 mois d'expérience, nous demandons à l'État de bien vouloir modifier le tableau. En effet, nous lui demandons de supprimer la colonne « Expérience de la ressource (nombre de mois) », de façon à ce que le tableau ressemble davantage à celui qui a été utilisé lors de la demande de soumissions précédente relative au SIGRD (entre autres), dans lequel on demandait aux soumissionnaires d'utiliser des nombres de jours facturables pour démontrer leur capacité à fournir un nombre élevé de ressources.

Réponse 78

Voir la réponse 27 de la modification 006.

Tous les jours facturables qui surpassent les jours exigés au critère E.O5 seront comptabilisés dans le cadre du calcul relatif au critère coté E.C5.

Question 79

Référence: Pièce Jointe A, Section B, Critères techniques obligatoires pour les ressources, Architecte d'applications ou de solutions - solutions – FI – niveau 3, AAS-FI 02

L'État accepterait-il aussi la certification en comptabilité financière mySAP ERP2005? Il s'agit d'une version plus récente que la version 4.7.

Réponse 79

Veuillez vous reporter aux modifications 2), 3) et 4) à la DDP ci-dessous.

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

Les modifications suivantes sont apportées à la demande de propositions :

1) Référence Partie 7 – A, section 25 et Partie 7 – B section 24 Limitation de la responsabilité, (b), (v), (B)

SUPPRIMER

Tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0.75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 2 000 000 \$.

AJOUTER

Tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0.75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif »), ou 2 000 000 \$.

2) Référence Pièce Jointe A, section B. Critères techniques obligatoires pour les ressources, Architecte d'applications ou de solutions – FI – niveau 3, AAS-FI 02

SUPPRIMER

La ressource proposée doit détenir une certification SAP valide dans le module FI de la version 4.7 de SAP ou l'une des certifications équivalentes suivantes : certification SAP en comptabilité de gestion (CO) ERP 6.0 ehp4, en comptabilité de gestion (CO) avec SAP ERP 6.0 ehp5, en comptabilité de gestion (CO) avec SAP ERP 6.0 ehp6, en comptabilité financière avec SAP ERP 6.0 ehp4, comptabilité financière avec SAP ERP 6.0 ehp5 ou comptabilité financière avec SAP ERP 6.0 ehp6.

AJOUTER

La ressource proposée doit détenir une certification SAP valide dans le module FI de la version 4.7 de SAP ou l'une des certifications équivalentes suivantes : certification SAP en comptabilité de gestion (CO) ERP 6.0 ehp4, en comptabilité de gestion (CO) avec SAP ERP 6.0 ehp5, en comptabilité de gestion (CO) avec SAP ERP 6.0 ehp6, en comptabilité financière avec SAP ERP 6.0 ehp4, comptabilité financière avec SAP ERP 6.0 ehp5 ou comptabilité financière

avec SAP ERP 6.0 ehp6 ou toute certification SAP ERP 2005 en gestion financière (CO) ou en comptabilité financière.

3) Référence Pièce Jointe A, B. Critères techniques obligatoires pour les ressources, Architecte d'applications ou de solutions – GM – niveau 3, AAS-GM 02

SUPPRIMER

La ressource proposée doit détenir une certification SAP valide dans le module GM de la version 4.7 de SAP ou une des certifications équivalentes suivantes : Logistics Execution – Warehouse Management (exécution logistique – gestion des entrepôts) avec SAP ERP 6.0 ehp4, Logistics Execution – Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp5, Logistics Execution et Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp6, Procurement (approvisionnement) avec SAP ERP 6.0 EHP5, Procurement avec SAP ERP 6.0 EHP6 ou SMC – Planning dans SAP SCM (SCM5.0).

AJOUTER

La ressource proposée doit détenir une certification SAP valide dans le module GM de la version 4.7 de SAP ou une des certifications équivalentes suivantes : Logistics Execution – Warehouse Management (exécution logistique – gestion des entrepôts) avec SAP ERP 6.0 ehp4, Logistics Execution – Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp5, Logistics Execution et Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp6, Procurement (approvisionnement) avec SAP ERP 6.0 EHP5, Procurement avec SAP ERP 6.0 EHP6 ou SMC – Planning dans SAP SCM (SCM5.0), ou toute certification SAP ERP 2005 en exécution logistique – gestion des entrepôts, SCM ou approvisionnement.

4) Référence Pièce Jointe A, section C. Critères techniques des ressources cotées par points, Analyste fonctionnel SAP - FDSP - niveau 3, FDSP C2

SUPPRIMER

La ressource proposée doit détenir des certifications SAP dans les modules GP et/ou GM et/ou RH de SAP, version 4.7 ou les certifications équivalentes suivantes :

Certifications équivalent en GP : PLM – Maintenance & Repair (Gestion de cycle de vie des produits – entretien et réparation), SAP ERP 2005, Enterprise Asset Management (gestion des actifs d'entreprise) avec SAP ERP 6.0 EHP5, Enterprise Asset Management (Maintenance and Repair) avec SAP ERP 6.0 Ehp6.

Certifications équivalentes de GM : Logistics Execution and Warehouse Management (exécution logistique – gestion des entrepôts) avec SAP ERP 6.0 ehp4, Logistics Execution and Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp5, Logistics Execution and Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp6, Procurement (approvisionnement) avec SAP ERP 6.0 EHP5, Procurement avec SAP ERP 6.0 EHP6, SCM – Planning dans SAP SCM (SCM5.0).

Certification équivalente de RH : HCM Workforce Process Management (gestion des processus relatifs aux effectifs) avec SAP ERP 6.0 E.

AJOUTER

La ressource proposée doit détenir des certifications SAP dans les modules GP et/ou GM et/ou RH de SAP, version 4.7 ou les certifications équivalentes suivantes :

Certifications équivalent en GP : PLM – Maintenance & Repair (Gestion de cycle de vie des produits – entretien et réparation), SAP ERP 2005, Enterprise Asset Management (gestion des actifs d’entreprise) avec SAP ERP 6.0 EHP5, Enterprise Asset Management (Maintenance and Repair) avec SAP ERP 6.0 EhP6.

Certifications équivalentes de GM : Logistics Execution and Warehouse Management (exécution logistique – gestion des entrepôts) avec SAP ERP 6.0 ehp4, Logistics Execution and Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp5, Logistics Execution and Warehouse Management avec SAP ERP 6.0 ehp6, Procurement (approvisionnement) avec SAP ERP 6.0 EHP5, Procurement avec SAP ERP 6.0 EHP6, SCM – Planning dans SAP SCM (SCM5.0), ou toute certification SAP ERP 2005 en exécution logistique – gestion des entrepôts, SCM ou approvisionnement.

Certification équivalente de RH : HCM Workforce Process Management (gestion des processus relatifs aux effectifs) avec SAP ERP 6.0 E, ou toute certification SAP ERP 2005 en GCH Processus de gestion de l’effectif.

5) Appendice A à la Pièce Jointe A, Tableau des Réponses pour les projets de référence de la DDP.

SUPPRIMER

Dans son intégralité.

AJOUTER

Appendice A à la Pièce Jointe A, Tableau des Réponses pour les projets de référence de la DDP ci-joint.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES

APPENDICE A PIÈCE JOINTE A

TABLEAU DE RÉPONSES POUR LES PROJETS DE RÉFÉRENCE DE LA DDP

Remarque à l'intention des soumissionnaires: Les soumissionnaires doivent fournir TOUTES les informations requises, incluant les Détails sur les Ressources. Les soumissionnaires peuvent ajouter des lignes au tableau de réponses, si nécessaire.

Numéro du projet de référence :		
Titre du projet de référence:		
Nom du soumissionnaire:		
Date du début du projet (mm / aa):	Date de fin du projet (mm / aa):	
COORDONNÉES DES CLIENTS CITÉS EN RÉFÉRENCE		
Nom de l'organisme cliente:		
Nom de la personne-ressource:		
Adresse électronique de la personne-ressource:		
Numéro de téléphone de la personne-ressource:		
DÉTAILS DU PROJET DE RÉFÉRENCE		
Les soumissionnaires doivent indiquer quel(s) critère(s) d'évaluation est (sont) applicable(s) au projet en référence (indiquez tous ceux qui sont applicables): <input type="checkbox"/> O1: Soutien en service stable <input type="checkbox"/> O2: Conception, élaboration et la mise en œuvre d'une solution intégrée SAP <input type="checkbox"/> O3: Service de soutien pour une base d'utilisateurs supérieure à 3 500 <input type="checkbox"/> O4: Direction d'une équipe d'au moins 50 personnes travaillant simultanément <input type="checkbox"/> O5: Jours facturables pour 16 des 22 catégories		Liste des modules SAP (mise en œuvre ou soutien):
Nombre d'utilisateurs du système pour lequel les services ont été rendus:		
Description des services Les soumissionnaires doivent décrire les genres de services rendus, le contexte opérationnel dans lequel les modules de SAP ont été mis en œuvre et/ou soutenus, ainsi que toute autre information requise pour démontrer que le projet de référence rencontre les critères requis.		

